



**DECLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA EDUCATION AU COMITE SOCIAL
D'ADMINISTRATION SPECIAL DEPARTEMENTAL DE L'ISERE
DU 18 MARS 2024**

Monsieur le Directeur académique,

Mesdames et messieurs les membres du CSA SD 38,

Notre organisation, **l'UNSA Éducation**, appelle à la grève le 19 mars. En effet, les personnels de l'Éducation nationale qui ont vu leur pouvoir d'achat s'effondrer ces dernières années, attendent la revalorisation légitime à laquelle ils ont droit. Pourtant, en guise de reconnaissance des métiers qu'ils exercent, faisant fi non seulement de leur investissement mais également de leur rôle social indispensable, ils devraient une fois de plus faire les frais de la politique d'austérité menée par le gouvernement.

Pour **l'UNSA Éducation**, dans les faits, ce gouvernement n'aura réussi que dans un domaine : affaiblir encore le service public d'éducation et dégrader un peu plus les conditions de travail des personnels. Le ministère n'a cessé de prétendre vouloir procéder à un choc d'attractivité. Mais dans la réalité, il semble insensible non seulement à la désillusion des personnels mais aussi à la poursuite et à l'aggravation de la crise majeure d'attractivité de l'Éducation nationale.

Pour **l'UNSA Éducation**, il y a une inconscience à refuser de sanctuariser le budget de l'éducation nationale alors que nul ne peut ignorer la réalité de la crise traversée et l'impérativité de renforcer les moyens pour rendre à l'école publique la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

Ce CSA-SD moyens collège se tient aujourd'hui dans le contexte de la mise en place du « choc des savoirs » dénoncée par **l'UNSA Education** et par la majorité des organisations syndicales. Concernant les groupes de niveau, on assiste à une véritable cacophonie qui est insupportable dans les établissements. La ministre nous dit un jour que ces groupes de niveau seraient remplacés par des groupes de besoin et si tel était le cas, nous pourrions nous réjouir d'avoir été entendus, mais le premier ministre semble systématiquement rétropédaler en réaffirmant le 13 mars que les groupes de niveau seraient bel et bien mis en place sur trois quarts de l'année.

Il a fallu attendre hier, dimanche 17 mars, pour que le Journal Officiel annonce la mise en place de groupes, je cite, « constitués en fonction des besoins des élèves ». Cette terminologie n'a qu'un seul objectif : permettre au Premier Ministre de ne pas se dédire !

A **L'UNSA Education**, nous souhaitons seulement que des dispositions soient prises en fonction des besoins réels des élèves et non des mesures prises uniquement en direction de l'opinion publique non concernée par l'éducation. D'ailleurs, les sciences de l'Éducation sont pour le coup très claires : les groupes tels qu'ils seront mis en place seront inefficaces.

Par ailleurs, il faut abandonner les autres dispositifs envisagés comme la classe de prépa-seconde qui n'a aucun sens, ainsi que la labellisation des manuels dont le sens caché et néfaste transparaît très clairement dans les textes. Pour les mesures qui n'ont pas encore fait l'objet de textes (DNB, théâtre...) nous demandons l'abandon immédiat avant qu'elles ne dégradent elles aussi davantage les conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves.

Pour illustrer nos propos, vous nous présentez Monsieur le DASEN à l'occasion de ce CSA-SD, des chiffres sans équivoque : 50 suppressions de postes pour la rentrée prochaine dans les collèges de notre département et pas moins de 26 mesures de carte scolaire. Ce ne sont sûrement pas ses mesures qui vont rassurer !

Nous constatons les conséquences de l'abolition de l'heure de technologie en 6^e l'année dernière, avec 10 suppressions de poste dont 4 impliquant des mesures de carte scolaire. Nul doute que la technologie reviendra lorsque la prochaine enquête PISA démontrera les lacunes de nos élèves notamment dans la maîtrise de l'outil informatique. Rappelons notamment que le taux d'équipement en ordinateur dans les foyers diminue pour la première fois depuis quelques décennies. Le besoin de formation, notamment numérique, va se faire encore plus ressentir.

Nous nous interrogeons aussi sur certains compléments de service donnés ou reçus en technologie par et vers d'autres disciplines et attendons votre éclairage.

Enfin, les chiffres parlent d'eux-mêmes et entérinent une hiérarchisation des disciplines que nous dénonçons l'année dernière. Quant vous supprimez 15 postes en sciences et technologie vous en ouvrez 11 en mathématiques et 8 en lettres. La logique ne laisse pas place au doute, la politique rétrograde de ce gouvernement est un réel choc des cultures.

Et là où nous avons du mal à saisir, c'est quand vous supprimez 5 postes en Allemand alors que notre rectrice nous assure toujours, en réponse à nos alertes, de sa politique de soutien de la langue.

A quand une réelle politique à la hauteur des besoins de nos élèves qui permettent à chacun de maîtriser le socle commun de connaissances et de compétences et qui assure des conditions de travail dignes aux enseignants ?

Pour l'UNSA Education,

Sophie Descazaux

Serge Ravel

Gaétan Raffin